

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de Marcilly le Châtel

**Objet : modification des conditions d'éclairage public**

**VU** l'article L 2212-1 du code général des collectivités territoriales chargeant le maire de la police municipale

**VU** l'article 2212-2 du code général des collectivités territoriales relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques, et notamment l'alinéa 1 relatif à l'éclairage ;

**VU** la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite « loi Grenelle 1 », et notamment son article 41 ;

**VU** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », notamment l'article 173 qui modifie le code de l'environnement en créant les articles L 583-1 à L 583-5 sur la prévention des nuisances lumineuses ;

**VU** le décret n° 2011-831 du 12 juillet 2011 relatif à la prévention et à la limitation des nuisances lumineuses ;

**CONSIDERANT** qu'une mesure d'extinction de l'éclairage public pendant une plage horaire peu fréquentée par la population permettrait de réaliser des économies importantes sur la consommation d'énergie, la durée de vie des matériels et la maintenance, et participerait à la protection des écosystèmes en diminuant la pollution lumineuse ;

**ARRETE:**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les conditions d'éclairage nocturne sur le périmètre de la commune sont modifiées à compter du 4 juillet dans les conditions définies ci-après.

**Article 2** : L'éclairage public sera éteint sur l'ensemble du territoire communal. L'extinction aura lieu :

- de 21h30 à 6h toutes les nuits du dimanche au dimanche; et de 22h30 à 6h toutes les nuits pour les abords de la salle des fêtes.

**Article 3** : De manière exceptionnelle, tout ou partie de l'éclairage public peut être rallumé ou éteint en fonction des manifestations ayant lieu sur la commune.

**Article 4** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication par affichage en mairie.

**Article 5** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à:

- Monsieur le sous-préfet, Monsieur le président du conseil départemental, Monsieur le président de la communauté d'Agglomération Loire Forez, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie, Syndicat des Energies de la Loire, Monsieur le Président du SDIS.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201345-20240704-2024-041-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2024

Fait à Marcilly-le Châtel, le 04 juillet 2024.

Le Maire,  
Thierry GOUBY

